

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Public Works Government Services Canada- Bid  
Receiving / Réception des soumissions  
189 Prince William Street  
Room 405  
Saint John  
New Brunswick  
E2L 2B9**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

### Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works Government Services Canada- Bid  
Receiving / Réception des soumissions  
189 Prince William Street  
Room 405  
Saint John  
New Bruns  
E2L 2B9

|  |   |
|--|---|
| <b>Title - Sujet</b><br>Ass. de qualité et Essais Matériaux  |   |
| <b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b><br>EC373-152460/A   | <b>Date</b><br>2015-04-14   |
| <b>Client Reference No. - N° de référence du client</b><br>EC373-152460  | <b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b><br>PW-\$PWB-004-3601                    |
| <b>File No. - N° de dossier</b><br>PWB-4-37182 (004)   | <b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>  |
| <b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b><br><b>at - à 02:00 PM</b><br><b>on - le 2015-05-26</b>   | <b>Time Zone</b><br><b>Fuseau horaire</b><br>Atlantic Daylight Saving<br>Time ADT |
| <b>Delivery Required - Livraison exigée</b><br>See Herein  |   |
| <b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b><br>Doucet, Gisele PWB  | <b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b><br>pwb004                                      |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br>(506)636-4541 ( )  | <b>FAX No. - N° de FAX</b><br>(506)636-4376                                       |
| <b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b><br><b>Destination - des biens, services et construction:</b><br>DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA<br>CUSTOMS BLDG 4TH FL.<br>189 PRINCE WILLIAM ST<br>SAINT JOHN<br>New Brunswick<br>E2L2B9<br>Canada |   |
| <b>Security - Sécurité</b><br>This request for a Standing Offer does not include provisions for security.<br>Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.  |   |

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

|  |             |
|--|-------------|
| <b>Vendor/Firm Name and Address</b><br><b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>   |             |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br><b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>   |             |
| <b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b><br><b>(type or print)</b><br><b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b><br><b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b> |             |
| <b>Signature</b>   | <b>Date</b> |

Solicitation No. - N° de l'invitation

EC373-152460/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb004

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

EC373-152460

PWB-4-37182

---

**CETTE PAGE EST BLANCHE. VOIR LES  
DOCUMENTS CI-JOINTS.**

## **AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS**

### **Appuyer le recours aux apprentis**

Dans son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à l'annexe D.

---

## **DEMANDE D'OFFRE A COMMANDES (DOC)**

### **ASSURANCE DE QUALITÉ ET ESSAIS DES MATÉRIAUX DIFFÉRENTS SITES COMTÉS DE CHARLOTTE, ST JOHN, ALBERT ET YORK NOUVEAU-BRUNSWICK**

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentations des offres
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements - DOC
- 2.5 Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

- 3.1 Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

- 5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

### **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **7A. OFFRE À COMMANDES**

- 7A.1 Offre
- 7A.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7A.3 Durée de l'offre à commandes
- 7A.4 Responsables
- 7A.5 Utilisateurs désignés
- 7A.6 Instrument de commande
- 7A.7 Limite des commandes subséquentes
- 7A.8 Limitation financière
- 7A.9 Ordre de priorité des documents
- 7A.10 Attestations
- 7A.11 Lois applicables

## 7A.12 Estimation du coût

### 7B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7B.1 Énoncé des travaux
- 7B.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7B.3 Durée du contrat
- 7B.4 Paiement
- 7B.5 Instructions pour la facturation
- 7B.6 Assurances - exigences particulières
- 7B.7 Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats

#### Liste des annexes :

- Annexe A – Base de paiement
- Annexe B - Attestations
- Annexe C - Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant
- Annexe D - Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis
- Annexe E – Cadre de référence

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

Le modèle de la demande d'offre à commandes (DOC) comporte sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instruction pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:
  - Partie 7A : contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables.
  - Partie 7B : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent la Base de paiement, les Attestations, demande de la Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant, Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis et le Cadre de référence.

### **1.2 Sommaire**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada veut établir une offre à commandes individuelle et régionale. Les travaux à exécutés dans le cadre de cette offre à commandes comprennent l'essai et l'inspection du béton, du béton bitumineux, de remblai granulaire, sols et mortier (incluant mortier patrimoine). L'inspection de la disposition des barres d'armature sera exigée pour différents projets qui auront lieu dans les comtés de Charlotte, St. John, Albert et York y compris les Iles de Grand Manan, Whitehead, Deer et Campobello dans la province du Nouveau-Brunswick. Les travaux doivent tous être exécutés conformément aux modalités et conditions qui font partie du document de soumission. L'offre à commandes sera en vigueur pendant une période de deux ans à compter de la date d'attribution. Les travaux doivent tous être réalisés selon la demande, conformément à l'Annexe « E », Carte de référence.

Conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006 des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et

toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

Pour les besoins de services, les offrants qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande d'offres à commandes.

Le marché est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain, de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord sur le commerce intérieur aussi bien que les Accords de libre-échange entre le Canada et le Pérou, le Canada et la Colombie et le Canada et la Panama.

TPSGC s'attend à ce qu'un maximum de trois (3) offres à commandes soient établies.

Le chargé de projet de TPSGC établira la portée des services à fournir au moment de la commande subséquente. On attribuera la première offre à commandes à l'offrant qui se classera le premier. Si on estime que l'offrant n'est pas en mesure d'assurer les services proposés dans les délais voulus, on fera appel au prochain offrant classé.

### **1.3 Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-09-25) - Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### **2.2 Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Les offres peuvent être transmises par télécopieur. Le numéro de télécopieur est le (506) 636-4376.

### **2.3 Ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrans doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### **Définitions**

Pour les fins de cette clause,

ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.



« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

OUI ( )      NON ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés: 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? OUI ( )      NON ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante:

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 2.4 Demandes de renseignements - DOC

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes

(DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

## **2.5 Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « A » - Base de paiement.  
Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin dans la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

#### **4.1.1 Évaluation financière**

Les offrans seront évalués en fonction du montant total estimatif en dollars canadiens le moins élevé (taxe de vente harmonisée [TVH] non incluse). Le prix total évalué sera calculé à l'aide des chiffres d'utilisation estimatifs figurant sur le bordereau de prix. Les offrans doivent présenter un prix pour tous les articles du bordereau de prix, sinon leur offre pourra être considérée comme irrecevable.

### **4.2 Méthode de sélection**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas obtient la meilleure cote et sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes. Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième offres recevables les plus basses sont classées dans cet ordre. Canada se réserve le droit d'accorder au plus trois (3) offres à commandes.

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes constituer un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### **5.1.2 Attestations additionnelles – Annexe « B »**

Les attestations énumérées à l'annexe "B", **Attestations** doivent être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EC373-152460/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EC373-152460/A

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWB-4-37182

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb004  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **PARTIE 6: EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

**Non applicable**

---

## **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

**1.1** L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément au devis reproduit à l'annexe « E ».

#### **2. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **2.1 Conditions générales**

2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

#### **3. Durée de l'offre à commandes**

##### **3.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pour une période de deux ans à compter de la date d'attribution.

#### **4. Responsables**

##### **4.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Gisèle Doucet  
Travaux public et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Adjudication des marchés immobiliers  
189, rue Prince William, locale 405  
Saint John, (N-B)  
E2L 2B9

Téléphone: (506) 636-4541  
Télécopieur: (506) 636-4376  
Courriel: gisele.doucet@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

#### **4.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

#### **4.3 Représentant de l'offrant**

Nom: \_\_\_\_\_  
Téléphone: (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Télécopieur: (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Courriel: \_\_\_\_\_

#### **5. Utilisateurs désignés**

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **6. Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire CF 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

#### **7. Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 100 000.00 \$ (taxe de vente harmonisée incluse).



## 8. Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 403 700.00 \$ (taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquent à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) conditions générales supplémentaires 2010C (2014-09-25) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) Devis et plans;
- f) Annexe « A », Base de paiement;
- g) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation
- h) l'offre de l'offrant

## 10. Attestations

### 10.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

## 11. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Nouveau-Brunswick et à Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **12. Estimation de coût**

Clause du guide des CCUA M3800C (2006-08-15) Estimation de coût.

## **7B CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7B.1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7B.2. Clauses et conditions uniformisées**

#### **7B.2.1 Conditions générales - Services**

2010C (2014-09-25) Conditions générales – services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **7B.3. Durée du contrat**

#### **7B.3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7B.4 Paiement**

#### **7B.4.1 Base de paiement**

Référer à l'Annexe « A », Base de Paiement

#### **7B.4.2 Limite de prix**

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

#### **7B.4.3 Paiement unique**

Clause du guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

### **7B.5 Instructions pour la facturation**

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article intitulé "Présentation des factures" des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

### **7B.6 Assurance**

#### **7B.6.1 Assurance – exigences particulières**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues dans l'article **suivant 7B.6.2 Assurance de responsabilité civile commerciale**. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un

assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## **7B.6.2 Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

***(Les agents de négociation des contrats doivent insérer les options applicables parmi les suivantes, et renuméroter en conséquence.)***

- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p. Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

#### **7B.7 Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats**

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité

| <b>Nombre d'apprentis embauchés</b> | <b>Métier spécialisé</b> |
|-------------------------------------|--------------------------|
|                                     |                          |
|                                     |                          |
|                                     |                          |
|                                     |                          |
|                                     |                          |
|                                     |                          |
|                                     |                          |
|                                     |                          |

(Ajouter des lignes au besoin)

## ANNEXE "A" BASE DE PAIEMENT

### ASSURANE DE QUALITÉ ET ESSAIS DES MATÉRIAUX DIFFÉRENTS SITES (N.-B.)

| Article  | Class de Service  | Unité de Mesure | Quantité Evalué | Prix/Unité | Total    |
|--|---|-----------------|-----------------|------------|----------|
| 1  | Technicien/Technologue,/Opérateur ou traversier est requis  | Heure           | 1500            | \$ _____   | \$ _____ |
| 2  | Technicien/Technologue,/Opérateur ou traversier est requis  | Heure           | 1500            | \$ _____   | \$ _____ |
| <b>Test de Laboratoire</b>                         |   |                 |                 |            |          |
| 1  | Essai Micro-Deval   | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 2  | Gel-dégel   | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 3  | Absorption  | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 4  | Plaquettes et aiguilles   | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 5  | Pourcentage des Fractures   | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 6  | Tenure en vide à l'état non compactés des granulats fins selon la norme C2726                     | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 7  | Pourcentage de compaction du revêtement de chaussée en béton bitumineux selon la norme ASTM D2726 | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 8  | Stabilité Marshall selon la méthode d'essai ASTM D 1559   | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 9  | Valeur de Flux selon la méthode d'essai ASTM D5581  | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 10   | Vides aériens dans le mélange selon la méthode d'essai ASTM D 1045                                | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 11   | Vides dans l'ensemble minéral selon la méthode d'essai ASTM D 2726/ASTM D 3203                    | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 12   | Index de la stabilité conservée   | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 13   | Détermination Maximum de la gravité théorique spécifique  | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| 14   | Détermination de vrac spécifique Gravité de mélange du revêtements compacte                       | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |
| <b>Liant bitumineux selon les essais suivants:</b> |   |                 |                 |            |          |
| 15   | Points d'éclair et d'inflammation selon la méthode d'essai AASHTO T48 ou ASTM D92                 | Chaque          | 20              | \$ _____   | \$ _____ |

|   |  |   |     |          |          |
|---|--|---|-----|----------|----------|
| 16  | Viscosité selon la méthode d'essai AASHTO T316 or ASTM D4402                                 | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
| 17  | Propriétés rhéologiques selon la méthode d'essai per AASHTO T315                             | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
| 18  | Bitume vieilli par étuvage accéléré en couche fine selon la méthode d'essai AASHTO T240      | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
| 19  | Bitume vieilli en bombe sous pression (PAV) selon la méthode d'essai AASHTO R28              | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
| 20  | Module de rigidité selon la méthode d'essai AASHTO T313                                      | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
| 21  | TSR (Moyenne des valeurs, conditionnement et gel-dégel) selon la méthode d'essai ASTM D 4867 | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
|   |  |   |     |          |          |
| <b>Examen du dosage de béton bitumineux</b> |  | Chaque  | 20  | \$ _____ | \$ _____ |
|   |  |   |     |          |          |
| 22  | Test de résistance du béton selon la norme CSA A23.1   | Chaque<br>(Tous les<br>Cylindres pour<br>Coulée)    | 60  | \$ _____ | \$ _____ |
| 23  | Test de Force du Mortier   | Tous les<br>échantillons<br>rassembles<br>d'un jour | 50  | \$ _____ | \$ _____ |
| 24  | Test de Force du Mortier d'Héritage  | Tous les<br>échantillons<br>rassembles<br>d'un jour | 60  | \$ _____ | \$ _____ |
| <b>Essais du béton</b>                      |  |   |     |          |          |
| 25  | Mass volumique sèche maximale selon la norme ASTM D698                                       | Chaque  | 60  | \$ _____ | \$ _____ |
| 26  | Mass volumique sèche maximale selon la norme ASTM D4718                                      | Chaque  | 60  | \$ _____ | \$ _____ |
| <b>Reports</b>                              |  |   |     |          |          |
| 27  | Rapport  | Unité   | 300 | \$ _____ | \$ _____ |
| <b>Additional Services</b>                  |  |   |     |          |          |
| 28  | Technologue  | Heure   | 90  | \$ _____ | \$ _____ |
| 29  | Ingénieur  | Heure   | 40  | \$ _____ | \$ _____ |
| <b>Total :</b>                              |  |   |     |          | \$ _____ |

Ces articles seront utilisés uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant qui sera utilisé dans le cadre de l'offre à commandes.



---

## Annexe B

### Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes

1. Attestations d'indemnisation des accidents du travail - attestation de l'observation  
  
Dans les cinq (5) jours et avant l'attribution, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.
2. L'offrant doit être une entreprise de génie avec un permis pour pratiquer dans la Province du Nouveau-Brunswick, ou un permis équivalent. La preuve doit être soumise dans les cinq (5) jours suivant la demande par le responsable de l'OC et avant l'attribution de l'OC
3. L'offrant doit disposer d'au moins un employé à plein temps capable d'évaluer les compétences des candidats en fonction de la définition des tâches, et en mesure d'évaluer le rendement des candidats par rapport aux exigences. La preuve doit être soumise dans les cinq (5) jours suivant la demande par le responsable de l'OC et avant l'attribution de l'OC.
4. L'offrant doit avoir au moins cinq (5) ans d'expérience en assurance de qualité et en essais de matériaux. La preuve doit être soumise dans les cinq (5) jours suivant la demande par le responsable de l'OC et avant l'attribution de l'OC.
5. Preuve d'assurance responsabilité pour un montant minimal de deux millions de dollars (2 000 000 \$) telle que spécifiée dans 7B.6.2 **Assurance de responsabilité civile commerciale.**

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EC373-152460/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EC373-152460/A

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWB-4-37182

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb004  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **Annexe C**

### **LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIRE**

***AVIS AUX OFFRANTS  
INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE***

## ANNEXE D

### ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'oeuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Dans le Plan d'action économique (PAE) de 2013, le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les fournisseurs ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Par l'entremise du Plan d'action économique de 2013 et de son appui aux programmes de formation, le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca). Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

*En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti<sup>1</sup> autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.*

*1 Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agréés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre fédéraux de construction et d'entretien.

*(Si vous acceptez, veuillez apposer votre signature à la page suivante)*

*Nom :*

*Signature :*

*Nom de la compagnie :*

*Dénomination sociale :*

*Numéro de l'invitation à soumissionner :*

*Information optionnelle pouvant être fournie :*

*Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat :*

*Métiers spécialisés de ces apprentis :*

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EC373-152460/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EC373-152460/A

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWB-4-37182

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb004  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE E**

### **CADRE DE RÉFÉRENCE**

## **Cadre de Référence**

### **Assurance de qualité et Essais des matériaux**

#### **Différents Sites – Comtés de Charlotte, St John, Albert et York, en incluant les Iles de Whitehead, Deer, Campobello et Grand Manan dans la Province du Nouveau- Brunswick**

##### **Partie 1 - Introduction**

- .1 TPSGC souhaite conclure une entente, selon les besoins, avec une entreprise d'assurance de qualité et essais de matériaux, retenue pour une entente de deux (2) ans.
- .2 L'entreprise de l'Expert-conseil retenu dans ce présent cadre de référence ne peut pas fournir de services d'assurance de la qualité au soumissionnaire retenu pour le contrat.
- .3 L'entreprise de l'Expert-conseil retenue doit soumettre un plan de santé et sécurité dix (10) jours après l'attribution du contrat.
- .4 L'Expert-conseil devra, sans frais pour TPSGC, s'assurer que ses employés sur le chantier portent les vêtements de sécurité et possèdent le matériel convenant à leurs fonctions. En particulier, les employés doivent porter un équipement de protection individuelle (EPI) visant la sécurité sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements en matière de sécurité applicables, comme des bottes de sécurité, des casques et des gilets de sauvetage. En outre, l'Expert-conseil doit s'assurer que ses employés portent des vêtements adéquats par temps humide ou froid.
- .5 L'Entreprise de l'Expert-conseil doit aussi fournir une formation en matière de sécurité pour les travaux liés au poste et comme l'exige Travail sécuritaire NB et les lois et règlements sur la santé et sécurité fédéraux, sans frais dans le cadre du présent contrat. L'Entreprise de l'Expert-conseil doit s'assurer l'élaboration et la mise en œuvre de tous les plans de sécurité et évaluations des risques ayant trait à ses affectations.
- .6 L'Entreprise de l'Expert-conseil en Essais de Matériaux doit s'assurer que tout le personnel respecte le code de conduite relatif au poste assigné. Si l'on juge qu'une personne ne respecte pas ce code de conduite, l'Expert-conseil sera

responsable de la remplacer immédiatement par une personne appropriée.

- .7 L'Expert-conseil en essais de matériaux sera responsable pour Fournier et entretenir l'équipement nécessaire pour les tests indiqués dans ce cadre de référence.
- .8 L'Expert-conseil doit être une entreprise accréditée par la CSA pour l'inspection du béton. L'Entreprise doit fournir sur demande une preuve écrite de son accréditation de tous les techniciens qui effectuent le travail.
- .9 L'Expert-conseil doit noter qu'il sera nécessaire de fournir les services exigés, sur le chantier, avec vingt-quatre (24) heures de préavis pour mettre des travaux à l'essai.
- .10 Le technicien/Technologue/Opérateur doit aviser le Représentant du Ministère après ou pendant chaque visite, du travail effectuée et des difficultés rencontrées. Le technicien/Technologue/Opérateur sur le chantier doit être équipé d'un téléphone cellulaire/Smartphone/blackberry afin de pouvoir communiqué avec le Gestionnaire de Projet.
- .11 L'Expert-conseil doit effectuer les essais en laboratoire ou les études techniques requis immédiatement après la soumission des échantillons, des dosages, etc. Les résultats doivent être envoyés au Gestionnaire de projet de TPSGC immédiatement après avoir rédigé les constatations.
- .12 Tous les résultats des essais en Laboratoire et sur le chantier doivent être présentés sous forme de tableau, signés par l'examineur consultant et des copies de toute la correspondance doivent être fournies conformément aux exigences suivantes : Une copie des résultats des tests par télécopieur ou par courrier électronique doit être fournie au gestionnaire de projet de TPSGC.
- .13 Une fois que les essais, les études techniques et les essais sur place sont terminés, l'Expert-conseil devra fournir un rapport consolidé qui comprend :
  - Une description du projet
  - Numéro du Projet
  - Numéro de la commande d'appel
  - Toutes les fiches techniques d'essais
  - Les données sur les essais réalisés
  - Une description des méthodes et des procédures utilisées pour les essais.
  - Les résultats des essais sous forme de tableau
  - Une analyse des résultats des essais

- Un rapport signé par l'examineur désigné par l'Expert-conseil.
- .14 On doit informer le Gestionnaire de projet de TPSGC de tous les résultats des essais et des examens sur place immédiatement après l'application de ces exigences supplémentaires.
  - .15 Le rapport définitive doit être soumis en duplicata, envoyé par la poste au Gestionnaire de projet à TPSGC, et une copie sera envoyée électroniquement en format PDF. Aucun paiement distinct ne sera fait pour la fourniture des résultats. Le coût des rapports est considéré comme un frais accessoire des postes de paiements inscrits dans la ventilation des coûts.
  - .16 Le travail est effectué de façon sécuritaire et efficace exige par Travail Sécuritaire Nouveau-Brunswick.
  - .17 L'Entreprise de l'Expert-conseil doit respecter les conditions de travail et la Loi sur les justes salaires et les heures de travail.

## **Partie 2 – Critères Relatifs aux Entreprises Soumissionnaires**

- .1 Les offres provenant d'entreprise qui ne répondent pas aux critères minimaux suivants ne seront pas retenus:
  - .1 L'entreprise de génie doit détenir un permis pour pratiquer dans la Province du Nouveau-Brunswick, ou un permis équivalent.
  - .2 L'entreprise doit disposer d'au moins un employé à plein temps capable d'évaluer les compétences des candidats en fonction de la définition des tâches, et en mesure d'évaluer le rendement des candidats par rapport aux exigences.
  - .3 L'entreprise doit posséder au moins cinq (5) ans d'expérience en assurance de qualité et en essais de matériaux.
- .2 Le soumissionnaire qui offrira le plus bas prix devra soumettre de la documentation démontrant qu'il répond à ces critères minimaux dans les cinq (5) jours suivant la demande, par le Représentant du Ministère.

## **Partie 3 – La Portée des Travaux**

- .1 La portée des travaux comprendra, l'essai et l'inspection du béton, du béton bitumineux, de remblai granulaire, sols, et mortier (incluant mortier patrimoine). L'inspection de la disposition des barres d'armature sera exigée pour différents projets qui auront lieu dans les comtés de Charlotte, St John,



Albert et York y compris les Iles de Grand Manan, Whitehead, Deer et Campobello dans la Province du Nouveau-Brunswick

- .2 TPSGC publiera un appel de commande individuel pour chaque lieu de travail avec une description des services exigés.

## **Partie 4 – Surveillance de l'intégrité**

### **Général**

Le cadre d'intégrité de TPSGC, établi en 2012, permet d'accroître la diligence raisonnable, de réduire les risques de fraude et de mieux gérer le risque qui pèse sur la réputation du Ministère. Il permet à ce dernier de cesser ou de refuser de faire affaire avec des personnes et des entreprises qui ont été déclarées coupables d'infractions considérées comme présentant des risques élevés à l'intégrité des approvisionnements et des processus immobiliers du gouvernement.

Avant chaque commande d'appel, le cabinet de l'Expert-conseil remplira la renonciation et la vérification d'Intégrité.

Aucune commande d'appel sera soumise à l'Expert-conseil avant que :

### **IP01 DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTEGRITE – RENSEIGNEMENTS CONNEXES**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article IG01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission des Instructions générales – Services de construction – Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2015-02-25). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

## **Partie 5– Commande d'appel**

### **Processus:**

- .1 Le Représentant du Ministère communiquera avec l'Expert-conseil pour indiquer le type de tests requis, l'emplacement, l'heure du début du travail et la date.
- .2 L'Expert-conseil soumettra une estimation du coût, en utilisant les articles d'offres, et comprendra un formulaire signé pour la surveillance de l'intégrité et renonciation de la firme de l'Expert-conseil, le conseil d'administration.
- .3 Si le Représentant du Ministère est d'accord avec l'estimé, une commande d'appel sera délivrée au consultant.
- .4 La facturation ne peut pas dépasser le montant indiqué sur la commande d'appel.
- .5 Paiement: Voir Partie 9 – Facturation. Annexe « A ».

## Partie 6 – Personnel

### 6.1 Technicien/Technologue/Opérateur

- .1 L'Expert-conseil doit fournir les services d'un technicien d'expérience afin d'effectuer de l'échantillonnage de matériaux, des inspections de central de béton et des essais sur place et de faire l'inspection de la mise en place de béton, de béton bitumineux, de remblai granulaire de matériaux de mortier et de la disposition de barres d'armature, sur demande.
- .3 Informer le Représentant du Ministère au sujet des normes sécurité/environnemental non-respectées, si il a lieu.
- .4 En cas de non-conformité des activités de l'Entrepreneur aux plans et devis de projet, en aviser le Représentant du Ministère immédiatement.
- .5 Répondre de façon aimable et courtoise aux demandes générales du public; aviser le Représentant du Ministère de TPSGC de toute préoccupation.
- .6 Technicien/Technologue/Opérateur aura un minimum de cinq ans d'expérience dans l'analyse du sol, les tests d'asphalte, des essais de compactage, béton et essais mortier, l'échantillonnage des matériaux, et des procédures de contrôle de qualité liés à l'essai de matériel spécifié dans ce contrat connexe.
- .7 Posséder un permis de conduire valide.
- .8 Posséder un passeport valide, en cas où l'essai des matériaux est nécessaire sur l'île de Campobello pendant les mois d'hiver, alors que le traversier ne fonctionne pas.
- .9 Connaître à fond les lois et règlements sur la santé et sécurité au travail, de Travail Sécuritaire NB.

### 6.2 Les fonctions de technicien/technologue en routes d'asphalte sont les suivants, sans nécessairement s'y limiter:

- .1 Surveiller le matériel de l'Entrepreneur (épandeur, rouleau, etc.) pour s'assurer qu'il fonctionne adéquatement.
- .2 Surveiller la pente et le taux d'épandage, les joints et les clés d'asphalte pour s'assurer qu'ils fonctionnent adéquatement.
- .3 Vérifier la température du mélange bitumineux régulièrement.

- .4 Prélever des échantillons de revêtements de béton bitumineux et les envoyer au laboratoire.
- .5 transmettre les bordereaux de pesée (asphalte, matériaux d'accotement et d'accrochage, etc.) au Représentant du Ministère dans un délai raisonnables.

Les essais d'asphalte au Laboratoire suivant, entre autres :

| Description de l'essai                                     | Méthode  |
|--|--|
| Échantillonnage des mélanges                               | ASTM D 979   |
| Carottage  | ASTM D 5361  |
| Méthode d'allumage   | Procédure n° 9 du <i>Manuel de certification du technicien de l'assurance de la qualité du béton bitumineux</i> du MTI |
| Pourcentage de faces fracturées                            | Méthode du MTI   |
| Analyse par tamisage                                       | ASTM C 136/ASTM C 117  |
| Densité relative apparente                                 | ASTM D 2726  |
| Densité relative théorique maximale                        | AASHTO T209  |
| Calcul des vides, échantillons de béton bitumineux         | ASTM D 3203  |
| Pourcentage de compactage, revêtement de béton bitumineux  | ASTM D 2726  |
| Formage des échantillons superpave, méthode sur le terrain | AASHTO T 312   |
| Teneur en humidité, mélange de béton bitumineux, au four   | ASTM D 2172  |
| Liant bitumineux : Points d'éclair et d'inflammabilité     | AASHTO T 48 ou ASTM D 92   |
| Viscosité  | AASHTO 1316 ou ASTM D 4402   |
| Propriétés rhéologiques                                    | AASHTO 1315  |
| Bitume vieilli par étuvage accéléré en couche fine         | AASHTO T 240   |
| Bitume vieilli en bombe sous pression (PAV)                | AASHTO R28   |
| Module de rigidité   | AASHTO 1313  |
| TSR (moyenne des valeurs, conditionnement gel dégel)       | ASTM D 4867  |

|   |  |
|---|--|
| Dans toutes les méthodes d'essai utilisées comme référence dans ce devis, on doit substituer aux tamis en toile métallique les tamis à mailles de dimensions métriques prescrits par la norme ASTM E11. |  |
|---|--|

Asphalte Ciment année (PG) liant bitumineux doit satisfaire aux exigences d'AASHTO M320, Tableau 1- Performance Grade Asphalte Binder Spécification. Voir les caractéristiques standard New Brunswick et de l'Infrastructure.

|   |                        |
|---|------------------------|
| Marshall Mix  |                        |
| Marshall Stabilité  | ASTM D 1559            |
| Valeur debit  | ASTM D5581             |
| Air Vide dans le Mélange  | ASTM D 1045            |
| Vides dans les agrégats minéraux  | ASTM D2726 /ASTM D3203 |
| Indice de la stabilité conversée  | ASTM D1559             |
| Détermination de densité théorique maximale                               | ASTM D2041             |
| Détermination de la densité apparente de mélange des revêtements compacts | ASTM D1188             |

- .8 Échantillonner et mettre a l'essai le revêtement de béton bitumineux quotidiennement.

### 6.3 Examen du dosage de béton bitumineux

L'Expert-conseil doit examiner le dosage de béton bitumineux. Les dosages seront effectués d'après la méthode Superpave ou Marshall. L'Expert-conseil doit faire des recommandations sur tout changement qu'il croit nécessaire.

L'Expert-conseil doit déterminer si les mélanges fournis satisfont les exigences du devis.

### 6.4 Les fonctions de l'Opérateur de Mesure Nucléaire /Technicien en nivellement sont les suivantes, sans nécessairement s'y limiter :

- .1 Identifier adéquatement les matériaux qu'on retrouve sur place (indiquer à l'intérieur, à l'aide d'étiquettes, le type de matériaux, les essais requis, etc.) et les soumettre aux essais.
- .2 S'assurer que les aires de ségrégation sont identifiées pour L'Entrepreneur, et que des mesures correctives sont apportées.
- .3 L'Opérateur sera complètement familier avec les procédures d'utilisation, d'entretien et de sécurité du densimètre nucléaire.
- .4 Adhère strictement aux Conditions définies conformément à la Commission Canadienne de Sécurité Nucléaire (CCSN). Toute amende/pénalité de la CCSN à la suite d'une infraction sera

payes par l'Entreprise de l'Expert-conseil ayant obtenue le présents contrat.

- .5 Vérifier la compaction de tous les matériaux requis, y compris le sol, le fond de roc et les matériaux d'emprunt, afin d'assurer que les normes de TPSGC son respectées.
- .6 Transmettre les résultats des essais au Représentant du Ministère en temps opportun.
- .7 Exécuter les travaux assignés d'une manière consciencieuse, diligente et efficace.
- .8 Des ensembles Échantillonnés à être obtenus à la source et testé dans une semaine de notification. Le Consultant exécutera l'analyse de passoire à ASTM C136-82 et ASTM C117-80.
- .9 Le Consultant doit déterminer la densité sèche maximale pour chaque matière à ASTM D698, la Méthode C, le Fondé de pouvoir Standard la Densité.

#### **6.5 Le béton et le Test de Matière de Mortier incluront, sans nécessairement s'y limiter :**

- .1 Tous les tests nécessaires doivent répondre à la norme CSA A23.1
- .2 Tous les matériaux et méthodes utilises dans la réalisation d'essais et d'inspections de béton doivent être conforme a la norme CAN3-A23.1-00 - Béton: constituants et exécution des travaux et de la norme CAN3-A23.2-00 - Essais concernant le béton.
- .3 Tous les tests pour les mortiers historiques doivent répondre à la norme CSA A179-04, Mortier et coulis pour la maçonnerie.
- .4 Tous les matériaux et les méthodes utilisés dans l'exécution de mortiers historiques à effectuer selon CSA-A3000-08, Compendium matériaux cimentaires (compose de A3001, A3002, A3004 et A3005).  
Propriétés:
  - .1 Literie et mortier Backpointing pour maçonnerie :
    - .1 Type Mixte O mortier 1:2:8 ciment de Portland blanc : citron vert hydraté : mélange global.
    - .2 Gamme pour Force Compressive à 28 jours : 2.0 Mpa à 3.5 Mpa.
    - .3 Gamme pour force compressive à 7 jours : 1.2 Mpa à 2.8 Mpa.
      - .1 Gamme de résistance à la compression à 7 jours est de 60% à 80% de résistance à la compression de 28 jours.
      - .2 Gamme 7 jours Résistance à la compression au-dessus des 28 jours, une résistance maximale à la compression est considérée comme un échec.
  - .2 Mortier Frontpointing pour Maçonnerie:
    - .1 Type mixte O mortier 1:2:8 Ciment de Portland Blanc : citron vert hydraté : mélange global.

- .2 Gamme pour force compressive : 2.0 Mpa à 3.5Mpa à 28 jours.
- .3 Gamme pour force compressive à 7 jours : 1.2 Mpa à 2.8 Mpa.
  - .1 La gamme pour la Force compressive à 7 jours est 60 % à 80 % de 28 jours la force compressive.
  - .2 On considère 7 jour la force compressive au-dessus du maximum 28 jour la force compressive l'échec.
- .3 Vicat pénétration de cône pour maçonnerie :
  - .1 Mortier Frontpointing: 15-22mm.
  - .2 Literie et mortier backpointing: 20-35mm.
- .4 Contenu aérien permis pour tous les mortiers : 8 % à 12 %.
- .5 Toutes les entreprises qui répondent à la présente offre de services doivent prouver qu'elles sont accréditées par la CSA pour appliquer les exigences d'essai.
- .6 Essai de Béton
  - .1 Granulat fin et gros:
    - Analyse granulométrique et module de finesse
    - Densité relative et absorption
    - Résistance a la désagrégation du granulat
    - Résistance a l'abrasion en utilisant l'appareil Los Angeles
    - Matière Organique
  - .2 Mélange d'essai de béton: préparer le mélange d'essai de béton et donner des recommandations pour améliorer le mélange, la résistance a la compression du mélange d'essai, etc.
- .7 Préparation sur le chantier de cylindres d'essai en béton y compris la fourniture des moules, les essais sur place pour le pourcentage de bulles d'air, des cylindres et l'affaissement. Essais en laboratoire de cylindres de béton pour résistance leur a la compression a 3 jours et si demande a 7 et 28 jours. L'Expert-conseil doit vérifier les grosseurs, la quantité et la disposition de toute armature. Une heure de vérification sur place sera permise avant chaque coulée.
- .8 Faire l'essai des ouvrages en béton selon la nomenclature du tableau 4.2a ci-dessous.
- .9 Béton préfabriqué: l'Expert-conseil doit fournir des moules pour prélever des cylindres ainsi que de vérifier les dimensions, la quantité et la disposition de l'armature. L'Expert-conseil doit vérifier que tous les ouvrages en béton préfabriqué sont conformes aux normes CAN3-A23.4-78 et CAN-A23.3-M77 ainsi qu'aux plans et devis.

## Assurance de la qualité et essais des matériaux

Tableau 4.2a

Fréquence des essais (béton)

| Nombre des mètres cubes utilisés dans le coulage   | Nombre Minimal de Cylindres | Nombre minimal d'essais (Voir Note 1) |
|--|-----------------------------|---------------------------------------|
| Jusqu'à 25   | 5                           | 1                                     |
| 26 à 50  | 7                           | 1                                     |
| 51 à 100   | 10                          | 2                                     |
| 101 à 200  | 12                          | 2                                     |
| Plus de 200  | See Note 2                  |                                       |
| <b>Note 1:</b> Un essai est défini comme 2 cylindres à casser à 28 jours. Les cylindres seront échantillonnés selon la norme CSA A23.2-1C. |                             |                                       |
| <b>Note 2:</b> Un essai supplémentaire sera réalisé pour chaque 100 mètres cubes additionnels coulés.                                      |                             |                                       |
| <b>Note 3:</b> Le coût de chaque cylindre doit être inclus à l'essai.  |                             |                                       |

.8 Le coût pour le transport de cylindres de bétons et des cubes de mortier, à et du site sera inclus dans le test de laboratoire pour chaque article.4.6

## .10 Inspection du béton

- .1 Sur demande de TPSGC, faire l'inspection des centrales à béton, du matériel et de tous les matériaux utilisés dans les mélanges de béton pour satisfaire les exigences de la norme CAN3-A23.1-M90. Un échantillonnage des granulats doit être effectué, sur demande.
- .2 Examen des dosages de béton proposés par le Fournisseur/l'Entrepreneur. Les dosages seront envoyés à l'Expert-conseil après avoir été reçus de l'Entrepreneur. L'Expert-conseil devra examiner le dosage proposé dans l'utilisation de la méthode de coulage de béton choisie par l'Entrepreneur. L'ingénieure de l'Expert-conseil doit examiner les proportions du dosage, l'acceptabilité des granulats, etc. L'Expert-conseil doit fournir, si nécessaire, des recommandations pour tout changement qui, selon lui, sera nécessaire pour améliorer le mélange. Des commentaires sur les effets d'adjuvants seront nécessaires, si ces derniers sont demandés.

## 6.6 Inspection de l'armature

- .1 Les barres d'armature doivent être exemptes d'huile, de saleté, de calamine, de rouille non-adhérence de béton.
- .2 Les barres d'armature doivent être attachées à toutes les intersections, à l'exception des endroits où l'espacement est de moins de 300mm dans chaque direction, dans ce cas, les armatures doivent être attachées une intersection sur deux.

- .3 L'enrobage minimal des barres d'armature pour une structure sera de 75mm.
- .4 Des chaises à armature en plastique doivent être utilisés comme chaises supporter et/ou espacer les barres d'armature. Les briques ne sont pas permises.
- .5 Les barres d'armature doivent être fixées de façon qu'elles restent en position pendant le bétonnage et la vibration du béton.

#### **6.7 Inspection de l'armature**

- .1 Les barres d'armature doivent être exemptes d'huile, de saleté, de calamine, de rouille non-adhérente ou excessive ou d'autres revêtements qui réduisent l'adhérence du béton.
- .2 Les barres d'armature doivent être attachées à toutes intersections, à l'exception des endroits où l'espacement est de moins de 300mm dans chaque direction, dans ce cas, les armatures doivent être attachées une intersection sur deux.
- .3 L'enrobage minimal des barres d'armatures pour une structure sera de 75mm.
- .4 Des chaises à armatures en plastique doivent être utilisés comme chaises pour supporter et/ou espacer les barres d'armature. Les briques ne sont pas permises.
- .5 Les barres d'armature doivent être fixées de façon qu'elles restent en position pendant le bétonnage et la vibration du béton.

#### **6.8 Exigences d'Essais et d'Inspection de Mortier**

- .1 Tous les matériels et des méthodes utilisées dans la performance du test de mortier et l'inspection doivent être exécutés à CAN3-A371-94, CSA A179-94 et CAN3-A370-94.
  - .1 Mortier d'héritage : À moins que ne spécifié autrement, le mortier d'héritage pour respecter CSA A179.
- .2 Le Représentant du Ministère doit être informé des résultats de test et de l'inspection immédiatement après la performance de travail.
- .3 Essai de Mortier
  - Tests:
    - .1 Examiner les matériaux cimentaires et les granulats et confirmer qu'ils sont conformes aux normes spécifiées.
    - .2 Préparation sur place de cubes d'essai y compris la fourniture des moules. Essais en laboratoire de résistance à la compression des cylindres d'essai à 7 et à 28 jours.



- .3 L'Expert-conseil maintiendra un approvisionnement continu d'au moins six moules de cylindres d'essai sur place pendant les périodes de construction.  
Inspection du mortier:
  - .1 Inspecter le matériel de mélange afin de s'assurer que le matériel et tous les matériaux qui seront utilisés dans les mélanges de mortier satisfont les exigences de normes spécifiées.
 Mortier d'Héritage:
  - .1 Le contrôle de qualité inclut des tests sur la force compressive ou des cubes de mortier, bulking de sable du volume en raison du taux d'humidité du sable, le contenu aérien du mortier frais, le ratio de classeur/sable et la cohérence du mortier. Le test de cône Vicat peut être utilisé pour immédiatement vérifier la cohérence du mélange de mortier et contrôler la perte d'eau pendant les temps chaud.
  - .2 Les tests de mortier seront faits toutes les semaines pendant les projets qui exigent cet article. Le mortier pour le test doit être pris aléatoirement d'un lot sur place.
  - .3 Contenu aérien pour tous les mortiers de ciment vert (de chaux) et pénétration utilisant Vicat cône Pénétrromètre pour mortiers utilisés dans maçonnerie, doit être testé à la même fréquence que des tests de force, ou plus fréquemment comme exigé par le Représentant du Ministère.
  - .4 Le consultant doit fournir un entièrement fonctionnel et a bien maintenu, Vicat Pénétrromètre.

## **PARTIE 7 – SERVICES SUPPLÉMENTAIRES**

- .1 Le Gestionnaire de projet de TPSGC pourrait demander à l'Expert-conseil de réaliser des services additionnels en se fondant sur les résultats des essais susmentionnés. Cela pourrait inclure une demande en vue d'obtenir des commentaires de l'Expert-conseil sur les résultats.
- .2 La méthode de paiement pour la prestation de ces services sera conforme aux tarifs horaires des ingénieurs et de technologues établis dans le tableau des prix unitaires du présent contrat de service. Le Gestionnaire de projet de TPSGC doit approuver au préalable le temps et le tarif horaire de paiement avant que le service ne soit réalisé.

## **PARTIE 8 – MODALITES DE PAIEMENTS**

- .1 Taux horaire pour le Technicien/Technologue et l'Opérateur de Mesure Nucléaire ou l'accès par traversier n'est pas requis répertoriés dans le tableau de prix unitaire doit inclure tous

les frais généraux associé à les salaires, les repas, le transport, l'hébergement et autres matériaux et équipements nécessaires pour compléter les inspections, les essais de matériaux, équipement de sécurité, GPS, téléphone intelligente, etc.

- .2 Taux horaire pour le Technicien/Technologue et l'Opérateur de Mesure Nucléaire ou l'accès par traversier est requis répertoriés dans le tableau de prix unitaire doit inclure tous les frais généraux associé à les salaires, les repas, le transport (incluant les traversiers), l'hébergement et d'autres matériaux et équipements nécessaires pour compléter les inspections, les essais de matériaux, équipement de sécurité, GPS, téléphone intelligente, etc.
- .3 L'analyse des matériaux énumérés dans le Tableau des Prix Unitaires sous Tests de Laboratoire sera paye par l'unité. Compris, mais pas limite sera tous les matériaux et l'équipement nécessaires. Aussi inclus, est tous les frais généraux liés aux salaires, les repas, le transport et d'autres matériaux et équipements nécessaires pour compléter les tests des matériaux, y compris l'équipement de sécurité, etc.
  - .1 Approbation du béton bitumineux conception et modifications du mélange, sera paye par l'unité, comme indiqué dans le tableau des prix unitaires.
- .4 Seuls les éléments du tableau des prix unitaires seront mesurés pour paiement. Tous les autres travaux nécessaires pour terminer le travail sera considéré comme accessoire par rapport à ce mandat et ne sera pas mesurée séparément pour paiement.
- .5 Il n'y aura pas un paiement séparé pour le coût de l'envoi des copies et des résultats PDF décrites dans ce terme de référence. Ces coûts, y compris stationnaire, des timbres, du travail et essences de transmission, etc., sera secondaire à la partie 6 à 0,1, 0,2 et 3,3.
- .6 Il n'y aura pas de prix distinct pour les services téléphoniques ou les appels effectués par l'Expert-conseil ou son représentant, ou par le Représentant du Ministère à l'Expert-conseil.

## **PARTIE 9 - FACTURATION**

- .1 L'Expert-conseil devra utiliser l'annexe "A" pour la facturation. Les factures reçues sans utiliser l'annexe « A » sera retournée à l'Expert-conseil pour en faire la correction.

Des exemplaires de la facture originale doit aller au gestionnaire du projet qui a fait la commande d'appel, a l'adresse suivante, sauf indication contraire.

Travaux Publiques et Services Gouvernemental  
4<sup>ieme</sup> Étage  
189 Rue Prince William  
Saint John, N.-B.  
E2L 2B9

## **Annexe A**

## ANNEXE "A" FACTURATION

Nom du Projet: \_\_\_\_\_

Numéro du Projet: \_\_\_\_\_

Numéro de l'appel de commande: \_\_\_\_\_

Nom du gestionnaire qu'a fait la demande: \_\_\_\_\_

| ARTICLE | Fonction de la Classe   | UNITE DE MESURE | QUANTITE | QUANTITE EVALUE | TOTAL |
|---------|---|-----------------|----------|-----------------|-------|
| 1       | Technicien/Technologue,/Opérateur<br>ou traversier est requis | Heure           |          |                 |       |
| 2       | Technicien/Technologue,/Opérateur<br>ou traversier est requis | Heure           |          |                 |       |

### TESTS DE LABORATOIRE

#### Tests d'Asphalte:

|    |   |        |  |  |  |
|----|---|--------|--|--|--|
| 1  | Essai Micro-Deval   | Chaque |  |  |  |
| 2  | Gel-dégel   | Chaque |  |  |  |
| 3  | Absorption  | Chaque |  |  |  |
| 4  | Plaquettes et aiguilles   | Chaque |  |  |  |
| 5  | Pourcentage des Fractures   | Chaque |  |  |  |
| 6  | Tenure en vide à l'état non compacté<br>des granulats fins selon la norme C1252                         | Chaque |  |  |  |
| 7  | Pourcentage de compaction du revêtement de<br>de chaussée en béton bitumineux selon la norme ASTM D2726 | Chaque |  |  |  |
| 8  | Stabilité Marshall selon la méthode d'essai ASTM D 1559   | Chaque |  |  |  |
| 9  | Valeur de Flux selon la méthode d'essai ASTM D5581  | Chaque |  |  |  |
| 10 | Vides aériens dans le mélange selon la méthode d'essai ASTM D 1045                                      | Chaque |  |  |  |
| 11 | Vides dans l'ensemble minéral selon la méthode d'essai<br>ASTM D 2726/ASTM D 3203                       | Chaque |  |  |  |
| 12 | Index de la stabilité conservée   | Chaque |  |  |  |
| 13 | Détermination Maximum<br>de la gravité théorique spécifique   | Chaque |  |  |  |
| 14 | Détermination de vrac spécifique<br>Gravité de mélange du revêtements compacte                          | Chaque |  |  |  |

#### Liant bitumineux selon les essais suivants:

|    |  |        |  |  |  |
|----|--|--------|--|--|--|
| 15 | Points d'éclair et d'inflammation selon la méthode d'essai<br>AASHTO T48 ou ASTM D92             | Chaque |  |  |  |
| 16 | Viscosité selon la méthode d'essai AASHTO T316 or ASTM D4402                                     | Chaque |  |  |  |
| 17 | Propriétés rhéologiques selon la méthode d'essai per AASHTO T315                                 | Chaque |  |  |  |
| 18 | Bitume vieilli par étuvage accéléré en couche fine<br>selon la méthode d'essai AASHTO T240       | Chaque |  |  |  |
| 19 | Bitume vieilli en bombe sous pression (PAV)<br>selon la méthode d'essai AASHTO R28               | Chaque |  |  |  |
| 20 | Module de rigidité selon la méthode d'essai AASHTO T313  | Chaque |  |  |  |
| 21 | TSR (Moyenne des valeurs, conditionnement et gel-dégel)<br>selon la méthode d'essai ASTM D 4867, | Chaque |  |  |  |

#### Examen du dosage de béton bitumineux

|  |  |        |  |  |  |
|--|--|--------|--|--|--|
|  |  | Chaque |  |  |  |
|--|--|--------|--|--|--|

#### Essais du béton

|    |  |   |  |  |  |
|----|--|---|--|--|--|
| 22 | Test de résistance du béton selon la norme CSA A23.1 | Chaque<br>(Tous les cylindres pour coulée)    |  |  |  |
| 23 | Test de Force du Mortier                             | Tous les échantillons<br>rassembles d'un jour |  |  |  |
| 24 | Test de Force du Mortier d'Héritage                  | Tous les échantillons<br>rassembles d'un jour |  |  |  |

#### Essai sur les granulats

|    |   |        |  |  |  |
|----|---|--------|--|--|--|
| 25 | Mass volumique sèche maximale selon la norme ASTM D698  | Chaque |  |  |  |
| 26 | Mass volumique sèche maximale selon la norme ASTM D4718 | Chaque |  |  |  |

#### Rapport

|    |         |        |  |  |  |
|----|---------|--------|--|--|--|
| 27 | Rapport | Chaque |  |  |  |
|----|---------|--------|--|--|--|

#### Additional Services

|    |             |      |  |  |  |
|----|-------------|------|--|--|--|
| 28 | Technologue | Heur |  |  |  |
| 29 | Ingénieur   | Heur |  |  |  |

Sous-Total: \_\_\_\_\_

TPS: \_\_\_\_\_

Total: \_\_\_\_\_

Signature de l'Expert-Consell: \_\_\_\_\_

Date: \_\_\_\_\_